l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Nº 387
jeudi 11 décembre 1975

LA POLOGNE SOUMISE AU PILLAGE

A Varsovie vient de se tenir le septième Congrès du parti prosovitétique polonais sous la présidence du grand maître «de toutes les Russies», Brejnev.

Et est-ce une coïncidence malheureuse pour les dirigeants de ce pays, ou bien un choix délibéré, la date de ce congrès devait correspondre jour pour jour aux massacres de la vaillante lutte révolutionnaire des ouvriers polonais de 1970, le «*décembre rouge*» ?

Des ouvriers révoltés contre la nouvelle bourgeoisie polonaise et la présence de Brejnev à ce congrès, sont les images de la Pologne d'aujourd'hui.

La Pologne d'aujourd'hui subit une crise économique, qui fait le pain cher, les salaires ouvriers et les revenus du petit paysan très bas.

Si cette «crise» est au fond la manifestation de la restauration du capitalisme dans tous les domaines, elle est également la manifestation du pillage constant, multiforme des matières premières et de la production industrielle et agricole de ce pays par son puissant «protecteur».

Les préparatifs intensifs de guerre de cette superpuissance coûtent en effet fort cher, et Brejnev a décrit lui-même devant le «Soviet suprême» il y a quelques jours, les nombreuses difficultés auxquelles était confrontée l'économie soviétique, notamment en agriculture.

Les dépense militaires sont totalement improductives. De surcroît elles n'élèvent en rien le bien-être de la masse du peuple soviétique, et atteindront cette année 20 % du revenu national ; la militarisation de l'économie soviétique atteint pratiquement le niveau de l'économie hitlérienne à la veille de la Seconde guerre mondiale.

Les pays de l'Europe de l'Est, dont la Pologne, sous la botte de cette superpuissance, payent donc une partie de la note de la prétendue «détente».

Cela, Brejnev est venu le rappeler à Varsovie, en lançant un grand appel à la cohésion des «Pays frères», dont la concrétisation récente vient d'être marquée par la signature par les pays du COMECON d'un «*programme d'intégration pour 1976-1980 à réaliser en URSS*». Ce programme prévoit l'investissement par ces pays de plusieurs milliards de dollars dans l'économie soviétique moribonde.

Il n'est pas étonnant alors que Gierek au Congrès du parti polonais ait envisagé la suppression pour le prochain plan des mesures de blocage des prix instituées après les événements de décembre 70.

Les ponctions de l'économie de guerre de Brejnev coûtent cher à la Pologne dominée, et ses dirigeants sont bien décidés à en faire payer les frais au peuple.

(suite page 8)

IL Y A CINQ ANS

LE DECEMBRE ROUGE POLONAIS

Au cours du mois de décembre 1970, voici tout juste cinq ans, les villes portuaires polonaises telles que Gdandz, Gdynia, Sopot, Szczecin, ainsi que d'autres villes de Pologne, connaissaient un soulèvement général de la classe ouvrière contre la domination de Gomulka représentant la nouvelle bourgeoisie au pouvoir depuis 1956.

Ces manifestations avaient éclaté à la suite de l'annonce faite par le gouvernement de la hausse des prix de détail d'une série de produits de consommation, notamment alimentaires. Les prix de la viande devaient augmenter de 17,6 % ; la farine de 16 %, le lait de 8 %, la laine et le coton de 14,5 %, le charbon de 14 %, le poisson de 12 % et le café de 92 %.

Dès l'annonce, le 14 décembre les ouvriers des chantiers navals étaient en grève et mobilisaient les étudiants de l'université pour organiser des manifestations de protestation. Ils chantaient «l'Internationale» et criaient «à bas Gamulka», «du pain», «la liberté».

Les autorités révisionnistes envoyèrent l'armée et la police, tuant plusieurs dizaines de manifestants et blessant de nombreux autres.

Les ouvriers ripostèrent immédiatement en incendiant le siège du comité provincial du parti (POUP) et celui de la police politique.

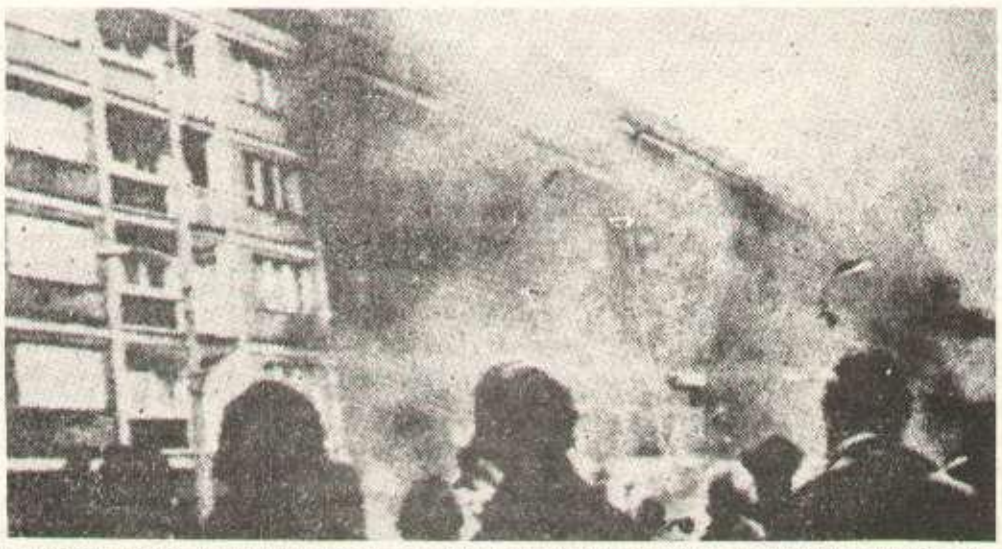
L'armée d'occupation soviétique fut mise en état d'alerte au tout premier degré.

Le 17 décembre, toute la Pologne septentrionale était embrasée par le mouvement révolutionnaire ouvrier. Le pouvoir révisionniste répondit par les rafales de mitrailleuses aux revendications les plus immédiates des travailleurs.

Le gouvernement avertit qu'il recourait aux armes pour maintenir l'ordre et le 20 décembre, la sixième réunion plénière du CC du parti révisionniste démissionna Gomulka et le remplaça par Gierek, dont les premières déclarations exprimèrent son intention de maintenir le calme par la répression.

Ces événements montrèrent qu'aucune illusion ne pouvait être permise sur la nature du pouvoir en Pologne. Pouvoir de la bourgeoisie bureaucratique entièrement coupée de la masse du peuple.

(Suite page 8)



En décembre 1970, la population révolutionnaire de Szczecin mettait le feu au siège du parti révisionniste polonais en riposte aux massacres par l'armée d'ouvriers manifestant pour leurs revendications économiques et politiques.

Blaupunkt Caen :

PERQUISITION CHEZ 4 DELEGUES C.F.D.T.

La direction de Blaupunkt fait perquisitionner par la police judiciaire les logements de 4 délégués CFDT pour trouver des «photos» qui auraient été prises au moment de la «séquestration» du directeur en juin-juillet dernier.

La saisie de ces «photos» permettrait de licencier les militants gênants, afin de s'opposer par tous les moyens aux luttes dans l'entreprise et intimider les travailleurs.

Une manifestation de riposte contre ces méthodes fascisantes a été décidée pour le mardi 9 décembre, par la CFDT et d'autres organisations.

Cette manifestation nous montre que les travailleurs prennent conscience de la nécessité de se battre non seulement contre les patrons mais aussi contre le système capitaliste : la bourgeoisie, ses flics, sa justice, ses institutions, contre l'État bourgeois.

UNION COOPÉRATIVE BRETONNE DE LORIENT

IMPOSER LE RAPPORT DE FORCE EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs d'UCB (Union coopérative bretonne) CFDT et CGT de Lorient sont en grève depuis le 27 novembre au matin. Les travailleurs concernés par le mouvement : dépôt central 450 ouvriers. Dépôt du Rohu : 150. Grande surface avec cafétéria : 70 et succursales également.

Les revendications : augmentation uniforme des salaires ; 1 700 F minimum ; garantie de tous les emplois ; paiement des jours de grève ; fermeture des magasins les dimanches et jours fériés ; maintien de l'activité à la société.

Les grévistes sont de jour en jour plus déterminés. La grève est reconduite chaque jour : 239 pour la poursuite et 9 pour la suspension au dernier vote. Des piquets de grève sont présents devant les dépôts 24 h sur 24 h. Ils interdisent l'approvisionnement des succursales par les camions qu'ils immobilisent, empêchent le directeur de pénétrer dans les locaux. Les grévistes ont manifesté en ville le mardi 2 décembre en distribuant des tracts pour populariser leur lutte. Ils sauront imposer par un rapport de force en leur faveur, la satisfaction de leurs revendications.

Correspondant H.R.

ATHIS-MONS

Organisons la solidarite autour des travailleurs de Massey-Ferguson

Massey-Ferguson : un entrepôt de pièces détachées qui emploie 250 personnes dont 130 ouvriers. La plupart des salaires avoisinent le SMIC. Début novembre la direction décide de supprimer les heures supplémentaires ce qui aggrave encore plus les conditions de vie des travailleurs. Depuis jeudi 27 novembre, les travailleurs occupent l'entrepôt pour exiger : une augmentation de salaires de 200 F pour tous, pas de salaire inférieur à 2 000 F pour 40 heures, la 5è semaine de congés payés.

130 ouvriers, employés et certains cadres sont en permanence dans les locaux de l'entreprise. Avant l'occupation on entendait souvent les jeunes dire : «Les vieux ne veulent pas bouger, ils ne font jamais rien...», maintenant jeunes, vieux se côtoient, unis dans la lutte. Beaucoup n'ont pas encore l'expérience de la lutte mais tout s'apprend : comment s'organiser, comment tenir, etc. Un comité de grève rassemblant des délégués CGT et des non syndiqués a été élu démocratiquement, une commission «Services sociaux» s'occupant des problèmes personnels des travailleurs a été créée ainsi qu'une commission «Sécurité».

Se mobiliser, s'organiser, sont des mots qui reviennent souvent dans la bouche des travailleurs car les pressions de toutes sortes vont bon train : jeudi 4 décembre, on apprenait la décision du juge des référés de faire évacuer l'usine. Presque chaque jour le patron vient à la porte de l'entrepôt avec quelques cadres pour essayer de décourager les grévistes : peine perdue, ces derniers ont refusé la maigre augmentation de 3 % qu'il leur proposait.

La semaine dernière, les travailleurs ont eu aussi la visite surprise du «play boy» Juquin député PCF de l'Essonne ; 2 ou 3 membres du PCF en avaient pris l'initiative sans que les gars aient été consultés. Que leur a-t-il proposé ? Des lits (qui ne sont d'ailleurs pas arrivés), une intervention à l'Assemblée nationale (merci ! monsieur Juquin) et d'aller voir les mairies (Athis-Mons est une mairie UDR — quasi certain du refus du maire de soutenir les grévistes, Juquin doit certainement chercher des arguments pour sa future campagne électorale). Non décidément, les belles paroles ne peuvent remplacer une aide concrète et un soutien actif. Il devait revenir, personne ne l'a revu.

Bientôt quinze jours d'occupation et les journées sans salaire commencent à se faire sentir chez certains, d'autant qu'une commission de soutien et de popularisation n'a pas été créée dès le début : peu de collectes de faites, pas de tract de popularisation de la lutte, la passivité de certains délégués CGT y est bien pour quelque chose. Les jeunes commencent à en devenir conscients et comptent bien prendre les choses en main.

Lundi 8 décembre : les travailleurs réunis en assemblée générale ont décidé en majorité d'ouvrir les portes pendant 48 heures aux cadres non grévistes pour pouvoir ouvrir des discussions avec le patron : conscients que c'est un repli tactique face au préalable posé par le patron, ils l'ont fait dans l'esprit de sauvegarder l'unité de tous.

Quoi qu'il en soit, malgré l'ouverture des portes, la grève et l'occupation des locaux continuent.

ECHOS DE CORBEIL-ESSONNE :

Dans la région de Corbeil-Essonne, la situation économique s'aggrave comme partout ailleurs : 1 600 demandeurs d'emploi à Corbeil, 400 à Ris-Orangis, 1 500 à Evry.

A la Néogravure, des menaces pèsent sur les travailleurs. Les entreprises Néogravure-Lang et Victor auraient reçu mission d'étudier un plan de restructuration de leurs activités qui se traduirait par des modifications d'implantations et une réduction sensible des effectifs du personnel.

Que les travailleurs n'oublient pas dans la lutte qu'ils engagent contre de futurs licenciements l'attitude de traîtres de ces dirigeants de la CGT qui ont signé en 1973, sans scrupules, le licenciement de 266 travailleurs !

A la papeterie La Chapelle Darblay, début décembre 1975 : la direction annonce le transfert vers ses usines de Rouen des sortes de papier les plus intéressantes ; ceci a pour conséquence l'arrêt d'une machine. Elle décide également la réduction d'un tiers des effectifs de l'atelier de transformation installé en 1974. Au moins 120 salariés devraient être jetés à la porte.

A l'annonce de ces nouvelles le 4 décembre, les travailleurs de Darblay ont réagi vigoureusement : c'est de 300 à 400 qu'ils débrayent et vont manifester dans les rues de Corbeil aux cris de : «Non aux licenciements».

A l'opposé des accords traîtres des dirigeants CGT, la lutte unie des travailleurs à la base vaincra !

SUITE DE L'ENQUETE DE LA PAGE 4

S'il apparaît à travers ce premier bilan que nombre d'aspects ont été négatifs au cours de ce congrès, il n'en est pas moins vrai qu'il a contribué à faire avancer les choses dans le BTP. Les divergences se sont précisées, leur nature, leur importance sont apparues plus clairement. Mais surtout au cours des débats — même si certains d'entre eux ont été tronqués, comme celui sur la question des rapports entre partis et syndicats — les justes points de vue de classe ont pu faire leur chemin, l'idée de la nécessaire lutte de masse *classe contre classe* contre la bourgeoisie a progressé, et cela nous assure que le puissant essor du mouvement de lutte des masses prolétariennes et populaires contre la bourgeoisie ne s'arrêtera pas aux portes de ce secteur si durement traité par les capitalistes : le bâtiment et les travaux publics. Cependant, et c'est encore le mérite du congrès de les avoir fait ressortir, un certain nombre de problèmes se posent qui entravent le développement des luttes.

L'un des principaux est le suivisme de certains dirigeants CFDT vis-à-vis des dirigeants du PCF et de la CGT. Il nous faut le combattre comme un obstacle au développement tant en largeur qu'en profondeur des luttes ouvrières.

Agence pour l'emploi «Lourmel» Paris-15è : Contre le chômage et la division

S'UNIR POUR LUTTER !

Les travailleurs de l'agence «Lourmel», soutenus par des délégations d'autres agences parisiennes et par le comité de chômeurs du 15è ont répondu à l'appel intersyndical CGT-CFDT pour se rendre à la direction générale lundi 8 décembre. Ceci dans l'intention d'obtenir immédiatement : l'arrêt des mutations, la contractualisation des vacataires, etc.

Les promesses au bout de 1 h 30 de discussion sont : la révision des mutations, contractualisation des vacataires au bout de 6 mois au lieu de 9, hygiène et sécurité des locaux... rien ! Au point de vue effectif, aucune issue, attendu que le budget est épuisé ! et que déjà 1976 est déficitaire.

Comme on le voit les parlottes de salon vont bon train tandis que les revendications des travailleurs et des chômeurs sont restées dans l'antichambre.

CE QUE DISENT LES DIVISEURS

Quant aux chômeurs, la direction CGT ne veut pas en entendre parler, sauf pour dire de la bouche même du secrétaire au bureau parisien CGT, devant les chômeurs présents : *«Quel comité de chômeurs êtes-vous ?» «Vous ne représentez rien puisque vous êtes en dehors des syndicats !» et «On n'a pas besoin de votre soutien !»*

LA RÉACTION DES EMPLOYÉS ANPE ET DES CHOMEURS :

Les chômeurs et les travailleurs de l'agence ont réagi devant ces propos et lui crièrent : *«Tu ne cherches qu'à diviser la lutte et ainsi faire le jeu de la direction, comme tu l'as déjà fait la dernière fois en nous barrant l'accès de la direction générale.»*

Les chômeurs et les employés de l'ANPE disaient d'ailleurs que la CGT et surtout les dirigeants Faure et Guyon n'ont dirigé les mouvements que pour rendre la CFDT suiviste à la CGT, et pour faire aboutir les luttes sur des voies de garage.

LES CHOMEURS S'ORGANISENT

Beaucoup de chômeurs ont des problèmes, et c'est pourquoi ils se sont organisés en un comité de chômeurs, regroupant des syndiqués CGT-CFDT et des non syndiqués, ils ont décidé de se battre pour les transports gratuits, de défendre par tous les moyens et tous ensemble les chômeurs contre les expulsions et les saisies, de mettre sur pied un collectif d'avocats qui aiderait les chômeurs dans leurs luttes, sur les questions juridiques.

S'ORGANISER POUR LUTTER

Dans une société évoluée comme la nôtre, le chômage constitue une plaie avec laquelle il faut en finir. Comme il a fallu gagner hier la lutte contre l'esclavage, il faut aujourd'hui gagner la bataille de l'emploi avec le soutien des travailleurs actifs des entreprises, du quartier, de l'ANPE et des chômeurs tous unis.

C'est pour cela que, lorsque, dans les entreprises où ils se trouvent, des licenciemnts sont prévus ou annoncés, les travailleurs, les militants syndicaux, les communistes marxistes-léninistes doivent absolument se préparer non seulement à affronter les patrons pour mettre en échec leurs plans de chômage, mais aussi les dirigeants bourgeois du faux parti communiste français qui manœuvrent toujours de diverses façons pour faire accepter les licenciements.

Que des liens se nouent solidement entre les travailleurs actifs des entreprises, des ANPE, etc., et les chômeurs, en popularisant leurs luttes.

Qu'une forte unité de combat se forge entre eux, que tous les travailleurs en lutte, chômeurs ou non, mènent des actions contre la bourgeoisie qui nous exploite et nous jette au chômage.

Correspondant HR avec des travailleurs de l'ANPE et des chômeurs du 15è.

Pour envisager la création de comités de chômeurs sur chaque quartier, le comité 15è appelle tous les chômeurs
vendredi 12 décembre
à 16 heures
31, rue du Général Beuret
(métro Vaugirard)

CHAMBÉRY : APRES LE CPS LE SUPERMARCHÉ EGE

Les employés d'EGE Supermarché sont en lutte pour obtenir l'embauche de personnel supplémentaire. Depuis le samedi 15 novembre les employés de ce magasin, en majorité des femmes (14 personnes, 14 syndiqués CFDT) sont en lutte contre la dégradation de leurs conditions de travail, pour l'embauche de personnel supplémentaire. Devant le refus de la direction, les travailleurs passent à l'offensive : grève samedi 15 et lundi 17. Les consommateurs sont étroitement associés à la lutte. Ils dénoncent le manque de personnel, les rayons mal approvisionnés, les files d'attente aux caisses ; ils interviennent auprès de la direction du groupe Allobroge dont dépend le supermarché pour exiger l'embauche. Réponse toujours négative.

Les vendeuses décident de reprendre le travail avec une personne supplémentaire : une jeune chômeuse, qui va enfiler une blouse et travailler dans le magasin. Chaque fois que le patron tente d'expulser la jeune chômeuse, les travailleurs répliquent par des débrayages. Intervention de l'huissier, poursuite devant les référés, amende, les travailleurs ne baissent pas les bras.

Mercredi 3 décembre, négociation à l'inspection du travail entre la section syndicale et la direction Allobroge. Des consommateurs solidaires des travailleurs s'y rendent. Ils demandent à être présents à la réunion pour pouvoir exprimer leurs intérêts. Refus. Fin d'entrevue, les consommateurs retiennent la direction, exigent la satisfaction des revendications, puis ils bloquent le véhicule où se terrent les trois patrons. Résultat de la négociation : nul. Une nouvelle chômeuse est embauchée. Pour populariser leur lutte, tous les employés ont apposé sur leur blouse des badges portant les slogans : «Employés EGE surchargés de travail» «Exigeons embauche» «Travailleurs, chômeurs, même combat» «Chômeuse exige d'être embauchée».

La combativité des travailleurs va s'accentuant ; la direction devra satisfaire les revendications.

Correspondant HR.

PS : Les travailleurs d'EGE attendent toujours le soutien de la section CGT d'un autre magasin EGE de la ville !

Aux Chantiers de l'Atlantique (St-Nazaire)

La volonté de lutte grandit

Devant l'intransigeance patronale, la volonté de lutte des travailleurs grandit chaque jour. Voici rapporté par l'un d'eux le récit d'un incident qui en dit long sur la combativité à la base.

«Contrairement à ce que certains peuvent penser dans la maîtrise, les 30 soudeurs des panneaux plans avaient une bonne raison de ne pas reprendre le travail après le casse-croûte de 11 h 30 vendredi.

»Voici les faits : un jeune travailleur se rend aux WC, suivi du chef de gâche de son équipe. Celui-ci, sans rien dire, tourne les talons et va tout droit dans le bureau du contremaître pour moucharder le travailleur qui prend quelques minutes de repos.

»La nouvelle se répand très vite. La réaction est immédiate. Le délégué CGT de l'atelier et le jeune vont s'expliquer avec le chef de gâche et ses supérieurs. Devant le bureau les attende un groupe compact de soudeurs pour le «compte-rendu»*. Ensemble ils prennent la décision de débrayer une demi-heure sur le tas. Les charpentiers affirment qu'ils sont prêts à rallier la lutte si besoin est. Après le casse-croûte, le cheffaillon est sévèrement savonné en présence de tous les soudeurs ; plusieurs prennent la parole pour dire leur façon de penser.

»On apprend depuis que le mouchard est changé d'atelier dès lundi !

»Les agents de maîtrise savent très bien qu'il ne faut pas trop chauffer les oreilles des travailleurs surtout en période de conflit où les gars sont bien décidés à arracher au patron leurs revendications. Si une telle brimade se reproduit, forts de l'appui des autres copains de l'atelier, charpentiers et soudeurs, nous recommencerons.»

Nous pensons que si les travailleurs savent s'unir ainsi, à la base, dans l'action et riposter du tac au tac aux provocations patronales, ils arracheront leurs revendications. Il leur faudra déjouer les manœuvres de ces faux communistes qui ont la haute main sur leur syndicat.

Correspondant HR St-Nazaire

*** selon une habitude excellente dans cet atelier.**

BRANDT-LYON

GREVE CONTRE LES CADENCES

50 OS de l'atelier des presses de l'usine Brandt à Lyon sont en grève reconductible de 24 heures depuis lundi 1er décembre pour la baisse des cadences, une augmentation de 250 F pour tous avec la qualification de P1, la suppression des mises à pied dont avaient été victimes 3 délégués qui avaient voulu travailler à un rythme normal, le déplacement de deux chefs qui avaient mis ces sanctions.

Contre cette lutte légitime la direction et les faux communistes du PCF s'acharnent : de peur que le mouvement ne s'étende, des cadres patrouillent sans arrêt dans les ateliers ; le directeur en personne est venu dissuader les travailleurs de continuer la grève.

De leur côté les faux communistes du PCF ont sorti sous le sigle CGT un tract ordurier attaquant la grève des OS : ceux-ci, ainsi que de nombreux syndiqués CGT indignés par ces mensonges ont envahi le local CGT pour demander des comptes et exiger que la vérité soit rétablie.

La collusion patrons-faux communistes n'est vraiment plus à prouver !

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS :

Après le 2è Congrès de l'Union des syndicats CFDT de la région parisienne

Récemment s'est tenu à Créteil le 2è Congrès de l'Union des syndicats CFDT du bâtiment et des travaux publics (BTP), bois et matériaux de la région parisienne*. Ce congrès statutaire devait définir la ligne et l'orientation de l'union pour les 2 années à venir.

LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS, SECTEUR PARMI LES PLUS TOUCHÉS PAR LA CRISE

Un rapport général de 31 pages a été présenté au nom du Conseil de l'union par son secrétaire général, Jean-Loup Péguy.

Ce texte a rappelé comment dans le BTP, la concentration monopoliste n'a commencé que depuis quelques années. Mais aussi comment la main-mise des banques d'affaires est aujourd'hui de plus en plus importante puisque près des 3/4 de la production de ce secteur sont entre les mains d'une dizaine de banques.

Le rapport a montré de quelle façon se manifeste la crise capitaliste dans le BTP. «*Depuis le début de la crise*, devait déclarer J.L. Péguy, *nos professions ont été parmi les plus touchées au niveau de la suppression d'emplois, et de nombreuses entreprises continuent de prévoir des licenciements. Pour les travailleurs de nos industries, la crise se traduit par le renforcement de l'exploitation des travailleurs : déqualification, accroissement des cadences, expulsion de travailleurs immigrés, licenciements sous prétexte de fin de chantier, réduction du temps de travail sans compensation, baisse du pouvoir d'achat, répression antisyndicale*» (page 3).

LES TRAVAILLEURS ENGAGENT LA LUTTE

Le congrès a rappelé quelques luttes parmi les plus récentes dans le BTP, comme celles de Tornado, Milde, Rehins et Debout, Morin-Cimenfer, Prodilog, SGE-Sicra, Mainex, EGCC, Chapuzet, Proservice, ou la lutte d'avril dernier à l'entreprise Coignet employant 5 000 salariés en France et à l'étranger...

De la conduite de ces différentes grèves ressortent trois problèmes qui se posent régulièrement aux travailleurs dans le feu de la lutte : les problèmes de la coordination de l'action, par exemple entre différents chantiers ; le problème des négociations qui doivent être *imposées* au patron par un rapport de forces favorable aux travailleurs et en aucun cas le contraire ; et celui de la popularisation de la lutte décisive pour susciter la solidarité... Ainsi que devait le remarquer le rapport général, «*c'est à partir de réalités vécues par les travailleurs sur les lieux de travail et hors des lieux de travail que les objectifs s'élaborent et que l'action se mène. C'est dans l'action de tous les jours que les travailleurs acquièrent une conscience de classe*» (page 11).

DES REVENDICATIONS QU'IL FAUT IMPOSER...

De ces diverses luttes ressortent également toute une série de revendications qui paraissent devoir correspondre aux exigences de la plus grande partie des travailleurs de ce secteur. Parmi elles vient en premier lieu *le refus de tout licenciement*, puis l'amélioration des déplorables conditions de travail avec une mention spéciale pour l'hygiène et la sécurité, puisqu'il y a près de 4 morts par jour sur les chantiers du BTP, l'augmentation uniforme des salaires — à l'Agence ST 1 de Coignet les ouvriers demandaient une augmentation de 450 F par mois pour tous —, la réduction du temps de travail sans perte de salaire, le respect des qualifications, l'unicité du statut et de la grille de classifications, le respect des droits et des libertés syndicales.

... NOTAMMENT POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Dans la liste des revendications celles concernant les travailleurs immigrés tiennent une place de premier ordre. Dans nombre d'entreprises, ils constituent l'immense majorité du personnel. Ainsi à l'Entreprise Générale de Câbles et Canalisations (EGCC), dont la lutte de 1974 devait être rappelée dans le rapport général, 95 % des 500 travailleurs sont des immigrés ; à l'Agence ST 1 de Coignet 90 % des 600 travailleurs sont des immigrés ; etc. Le rapport général devait souligner entre autres que «*entre juin 74 et juin 75, le nombre d'immigrés inscrits comme demandeurs d'emploi a augmenté de 164 %*».

Les conditions faites aux travailleurs immigrés dans le BTP sont particulièrement intenables, c'est la raison pour laquelle au cours du congrès une proposition de résolution «*sur la question des travailleurs immigrés*» a été acceptée. Le texte de cette motion indique notamment : «*Quand un secteur de la classe ouvrière est attaqué, c'est toute la classe qui est attaquée. Aussi les revendications des travailleurs immigrés doivent être prises en charge par l'ensemble des travailleurs. Accepter un statut particulier ne peut être que l'expression d'une volonté de division, de discrimination, de contrôle et de répression. Nous devons dès maintenant entamer le débat sur ces revendications : sur l'ONI (Office National de l'Immigration) véritable marchand d'esclaves moderne et sur la carte de séjour ; sur la carte de travail qui, avec la carte de séjour, instaure une discrimination ; sur les droits sociaux (...) ; sur le Fonds d'action sociale, organisme financé par les allocations non versées aux travailleurs immigrés et sur les prétendues associations d'aide aux migrants (Sonacotra, etc.) ; sur la formation professionnelle, l'alphabétisation, etc. ; sur le racisme et la xénophobie ; sur les expulsions et les assignations à résidence, le droit d'associations, etc., cette liste n'étant pas limitative*». Malheureusement, accepté sur le principe, ce texte a été considéré comme une simple motion et renvoyé à ce titre à l'étude aux conseils syndicaux. En clair, cette résolution est mise en attente, au fond d'un tiroir, pour deux ans, jusqu'au prochain congrès.

LE CONGRES MARQUÉ PAR LA LUTTE ENTRE LES DEUX LIGNES

Ainsi que le montre ce blocage de la résolution sur les travailleurs immigrés, le congrès a vu s'affronter sur de nombreuses questions deux points de vue, deux conceptions différentes, l'une reflétant finalement les intérêts du prolétariat, l'autre ceux de la bourgeoisie. Pour l'essentiel ces contradictions ont opposé la masse des délégués aux dirigeants syndicaux — permanents, secrétaires et membres du bureau.

Outre la question des travailleurs immigrés sur laquelle le point de vue des dirigeants syndicaux a été victorieux, divers problèmes ont soulevé de nouvelles et importantes contradictions. Ce sont principalement les problèmes de l'unité avec la CGT et de la démocratie syndicale.

L'unité avec la CGT. Au cours des débats, nombre d'interventions ont critiqué la tendance à l'unité sans principes, au sommet, entre la CFDT et la CGT. Beaucoup de délégués ont souligné qu'il n'était pas juste de pratiquer ainsi à l'échelon national alors qu'à la base, les responsables CGT n'hésitent pas à saboter les luttes qui échappent à leur contrôle. A cela, les dirigeants ont répondu «que le débat avec la CGT la fait avancer», «qu'il faut éviter de diviser la classe ouvrière quand on le peut sans trop de dégâts» et que «les divergences avec la CGT ne portent que sur la forme, les moyens, et nullement sur le fond, la ligne politique puisque les deux centrales, CGT et CFDT, analysent aussi bien l'une que l'autre les situations en termes de classes», etc.

Les dirigeants CFDT ont fait la preuve à cette occasion de leur tendance au suivisme vis-à-vis de la direction CGT: Il est faux de dire que les dirigeants cégétistes ont un point de vue de classe prolétarien, qu'ils défendent la classe ouvrière. La vérité c'est qu'en tout ils appliquent la ligne du parti de Marchais, ils n'agissent que pour favoriser l'accession au pouvoir de ce faux parti communiste, et pour faciliter l'application de son programme politique, programme à 100 % bourgeois de sauvegarde du capitalisme, dont l'objectif est l'instauration de la dictature d'une bourgeoisie bureaucratique d'État liée au social-impérialisme russe. Dire cela et rompre avec la direction CGT, ce n'est pas «diviser la classe ouvrière», c'est tout au contraire la regrouper, l'unir pour la lutte sur de justes positions, sur les positions conformes à ses intérêts de classe. Le nier et faire du suivisme par rapport aux dirigeants CGT c'est au contraire diviser la classe ouvrière, entretenir en son sein des illusions sur les dirigeants du faux Parti communiste français et de la CGT, perpétuer la domination de l'idéologie bourgeoise dans les rangs ouvriers. C'est enfin faire de la démagogie et user d'arguments que contredisent formellement les luttes quotidiennes.

La démocratie syndicale et la démocratie prolétarienne. L'ensemble des délégués ont insisté sur la nécessité d'une pratique rigoureusement et systématiquement démocratique à tous les niveaux. Mais une proposition concernant les comités de grève dans les luttes, et plus particulièrement la nécessité pour les sections syndicales de ne pas se substituer aux comités de grève élus par l'ensemble des travailleurs en lutte et de ne décider qu'avec eux de la suite à donner à une action, a été violemment attaquée par les dirigeants. Ceux-ci ont d'ailleurs finalement réussi à la faire écarter par le congrès en ayant recours au vote par appel de mandat — le vote par appel de mandat consiste à ne faire voter qu'une personne pour le syndicat local dans son ensemble, ainsi une seule personne vote pour Paris qui représente 386 voix, de même pour Nanterre, Créteil, etc.

(suite page 2)

* L'Union régionale regroupe plusieurs branches de travaux : bâtiment et travaux publics, ameublement bois, matériaux de construction, professions animatrices de la construction, céramiques-tuiles-briques.

PORTUGAL

LE VIème GOUVERNEMENT MANIFESTE SA VOLONTE D'INDEPENDANCE

Le PCP se fait discret, au Portugal, après l'échec de la tentative de rébellion militaire qu'il a inspiréepour tenter de reconquérir des positions dominantes dans le pouvoir d'État.

Mais les preuves de son engagement dans «le coup» sont chaque jour plus évidentes : en témoignent :

– L'intense propagande qu'il avait entreprise par le moyen de la presse qu'il contrôlait («O seculo», «Diaro de noticias», «Diaro des Lisboa», «O capital», «Diaro popular», «Radio-club», la radio-télévision, orchestrant une campagne contre le Conseil de la révolution pour y remplacer les officiers patriotes par des agents du social-impérialisme.

– Ses liaisons bien connues avec des officiers de la 5ème division comme Varela Gomez, Faria Paulino, Clemente, Sobral Costa, personnellement engagés dans la subversion.

– L'appui explicite apporté à la révolte des parachutistes de Tancos par le communiqué de la commission politique du Comité central en date du 27/11/75.

– Le soutien officieux apporté aux généraux Carvalho et Fabiao, «démissionnés» depuis.

Le rôle séditieux du parti soviétique n'est donc plus un mystère pour personne, ce qui explique les contradictions qui opposent les autres formations politiques, principalement le PS et le PPD, sur l'attitude à tenir à son égard : continuer de gouverner le pays avec lui ou bien l'écarter radicalement du pouvoir d'État ? C'est sur cette question que le PPD, le parti conservateur, principalement implanté dans le nord du pays, vient de scissionner à l'issue de son congrès tenu le week-end dernier.

Elle agite aussi le Parti socialiste dont le leader, Mario Soares, vient de réaffirmer très solennellement l'engagement aux côtés du MFA et des grandes options du «document Antunès» qui s'oppose à la fois aux menées de l'impérialisme américain et à celles du social-impérialisme russe.

Pendant ce temps le Conseil de la révolution et le VIème gouvernement manifestent une certaine volonté de s'opposer aux activités subversives du PCP. La radio et la télévision sont désormais nationalisées. La presse contrôlée par l'État est réorganisée : de nouveaux administrateurs sont nommés qui choisiront directeurs de publications et rédacteurs en chef après des enquêtes rigoureuses sur les points suivants : situation économique, tirage, licenciements ou suspensions illégaux.

Le Conseil de la révolution qui s'est réuni mercredi sous la présidence du général Costa Gomez a décidé de donner aux services de la police judiciaire militaire compétence pour instruire «les procès concernant les crimes relatifs aux personnes impliquées dans le putsch du 25 novembre».

Il a également nommé une commission d'enquête pour déterminer les causes de ce coup militaire et proposer des mesures qu'elle jugera utiles.

Le nombre de militaires arrêtés à la suite de ces événements serait actuellement de 110. L'ancien ministre du Travail du gouvernement prorusse de Vasco Gonçalvès, Costa Martins, est toujours en fuite, ainsi qu'un certain nombre d'autres officiers, bien connus pour leur sympathie envers le PCP.

Un «remaniement» du VIème gouvernement serait en préparation. Il affaiblirait encore plus la présence du PCP par l'élimination d'un de ses membres, secrétaire d'État à l'agriculture, dont le départ est rigoureusement réclamé par les petits agriculteurs des régions du Nord.

L'hypothèse d'un gouvernement constitué d'une coalition PS-MFA, écartant à la fois le PCP et le PPD, n'est pas à exclure semble-t-il, en attendant de nouvelles élections législatives qui devraient avoir lieu dans 4 ou 5 mois.

Ainsi le PCP prosoviétique sort-il très discrédité de l'aventure subversive qu'il avait engagé et son influence et son pouvoir s'en trouvent considérablement dimi nués.

LÉONID BREJNEV REÇOIT LA MÉDAILLE D'OR DE LA PAIX !

Après le «dear Henri», prix Nobel de la paix, voici venu le tour de notre «dear Léonid», cher au cœur du peuple tchécoslovaque ! «L'Humanité» nous révèle en effet que Brejnev vient de recevoir, du conseil mondial de la paix, la médaille d'or de la paix.

Que Brejnev vende des chars à Pinochet, broutille ! Qu'il arme la main de tueurs de «gauche» comme de «droite» au Liban, pécadille ! Qu'il souffle sur le feu en Angola en dressant les mouvements de libération les uns contre les autres, un détail voyons !

Que les trois quarts de ses forces armées stationnent sur le pied de guerre en Europe, que les soldats russes apprennent le hollandais, futilité que tout cela !

Staline disait que certains «peuvent même sur un rivage sablonneux ne pas remarquer le sable», mais est-ce bien le cas du conseil mondial de la paix qui vient de «récompenser» le chef de file des nouveaux tsars ? Il n'y a pas de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir, c'est bien connu.

Le conseil mondial de la paix est une réalité, un organisme fantoche manipulé par le social-impérialisme. Autant dire que Brejnev s'est autorécompensé.

... Léonid Brejnev médaille d'or de la paix !

Les peuples du monde ne veulent pas de cette paix-là qui est celle des marchands de canons et des dictateurs.

EUROPE : UN GESTE DE LA FRANCE

Une série de rencontres à l'échelon européen s'ouvre cette semaine dans le cadre de l'Eurogroupe, des ministres de la Défense et des ministres des Affaires étrangères de l'alliance atlantique.

A cette occasion les gouvernements européens apprécient le geste de la France qui vient d'accepter de participer à des discussions «sur l'uniformisation des systèmes d'armements et sur la standardisation des armements» à condition qu'elles aient lieu dans un cadre approprié qui ne soit ni celui de l'OTAN, ni celui de l'Eurogroupe mais exclusivement européen.

A l'heure où la rivalité des superpuissances et notamment l'agressivité soviétique, font peser de graves menaces de guerre, il est en effet important de voir les pays d'Europe s'engager dans la voie d'un effort d'armement autonome pour renforcer sa défense.

******

PARIS : UN INGÉNIEUR POLONAIS INCULPÉ D'ESPIONNAGE

Un ingénieur-conseil polonais, Gerzi Brzowski, âgé de 45 ans, vient d'être écroué à la prison de la Santé sous l'inculpation «d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère». Il est accusé d'avoir tenté de recruter en France des personnes acceptant de travailler pour les services secrets polonais. En France aussi le KGB et ses satellites ne chôment pas !

******

CORÉE DU SUD : FAILLITE SUR TOUS LES PLANS

Selon une récente étude menée par un institut de recherche américain, la Corée du Sud «va droit à la faillite et au chaos économique intérieur». Le pays pourrait se trouver rapidement «en état de cessation de paiement» si une aide financière substantielle ne lui est pas bientôt fournie par les USA. Sa dette extérieure est en effet passée de 3,3 milliards en 1973 à 5,9 milliards cette année. L'institut préconise l'adoption d'un rigoureux programme d'austérité tout en notant qu'il accentuait des tensions sociales déjà très vives et pourrait «remettre en cause l'intérêt des USA dans la péninsule coréenne».

Décidemment sur le plan économique comme politique le régime fantoche de Séoul va droit à sa perte !

******

P.C. EUROPÉENS DE L'EAU DANS LE GAZ

La conférence au sommet des partis révisionnistes européens n'aura sans doute pas lieu, contrairement à ce qui était prévu, avant le prochain Congrès du PC soviétique qui s'ouvrira le 24 février à Moscou.

Ce nouveau retard révèle la profondeur des divergences qui opposent les différents partis européens entre eux et surtout par rapport aux prétentions de Moscou. Le sommet devait en effet, initialement, se tenir deux mois après la conférence d'Helsinki. Moscou s'obstine apparemment à faire entériner par la conférence un document d'orientation définissant une ligne d'action applicable à tous les PC européens, ce que refuse un nombre croissant de ces derniers.

Occupation de l'école d'architecture de Nantes depuis le 22 novembre

Le 21 novembre 1975, le personnel administratif et les enseignants réunis en intersyndicale (CFDT, SNESup) d'une part, et les étudiants réunis en assemblée générale d'autre part, décident d'aller en manifestation déposer une motion à la direction régionale des affaires culturelles de Nantes.

Cette motion demandait la création de 14 postes et prévoyait un mouvement de grève dans le cas où les revendications ne seraient pas prises en considération.

Le 22 novembre, les étudiants votaient en assemblée générale, une grève reconductible

Le secrétaire d'État à la culture des riches n'a pas daigné répondre, comme il fallait s'y attendre. Nous assistons de plus en plus à des manœuvres gouvernementales d'étouffement et de sabotage de l'enseignement de l'architecture. Les étudiants architectes, dans leur majorité, aspirent à une nouvelle politique de logement et de l'aménagement de l'espace. Le gouvernement qui a toujours soutenu les promoteurs est inquiet de la prise de conscience des futurs architectes et fait son possible pour y remédier par exemple en créant des écoles concurrentielles (certaines distribuant des diplômes de chômeurs), un institut d'architecture rassemblant les meilleurs technocrates bourgeois triés sur le volet dans les différentes écoles.

Dans leur volonté de grève active, les étudiants ont créé différentes commissions ayant pour tâches :

— la popularisation de la lutte en vue de se lier aux classes populaires qui subissent principalement les effets de la politique bourgeoise du logement.

— La réalisation d'une exposition sur l'histoire et la production du logement social.

— La mise en scène d'une pièce de théâtre traitant de ces problèmes : «marchands de villes», qui tournera dans les quartiers populaires.

— Une réflexion sur la pédagogie.

— L'organisation d'un gala-meeting pour soutenir le personnel administratif en grève lui aussi depuis le 4 décembre pour la satisfaction de ses propres revendications.

Dans le cadre de la liaison avec les classes populaires, le mercredi 10 décembre des paysans-travailleurs doivent venir passer un montage diapositives qu'ils ont réalisé. Le jeudi 11, une soirée débat aura lieu autour de l'exposition réalisée et de films sur le problème du logement avec des travailleurs du bâtiment, des usagers de l'architecture (associations de quartier...), des médecins progressistes, des étudiants grévistes de la factulté de droit...

Pendant ce temps dans 9 écoles d'achitecture sur 22, celles qui se sont montrées les plus combatives l'an dernier, le SNESup, contrôlé par le PCF, a voulu orchestrer un mouvement soupape, sans informer ni les étudiants, ni le personnel.

Mais ils se démasquent de plus en plus et sont de plus en plus isolés, comme leurs «amis» de l'UNEF, qui ont en début d'année refusé de vendre des cartes de leur syndicat à des étudiants combatifs (ces étudiants avaient un gros défaut à leurs yeux : ils étaient contre la participation au conseil de gestion) et qui sont les grands absents dans cette lutte.

Quelle que soit l'issue de cette grève au niveau de la satisfaction des revendications, nous avons accompli un grand pas dans la prise de conscience des étudiants, non seulement des problèmes qui se posent à eux aujourd'hui en tant qu'étudiants, mais aussi des problèmes du logement en général et tout cela malgré les tentatives de sabotage du ministère et de la direction du SNESup.

Des étudiants
du comité de grève

Extrait d'une lettre de travailleurs malgaches de Lyon

COMMENT LES JEUNES D'OUTRE-MER ARRIVENT EN FRANCE

Trompés par les promesses des impérialistes et arrachés de notre pays d'origine pour travailler en France, notre situation est vraiment pénible avec la vie chère, le chômage et la vie d'esclave que nous menons comme celle de tous les frères immigrés en France.

Des jeunes à l'âge de produire arrivent des «DOM» en France. «Si on vient en France c'est qu'on ne peut pas trouver du travail dans notre pays, c'est-à-dire qu'on n'a pas d'industrie ou d'agriculture adaptées aux besoins de notre population. On vient en France par l'intermédiaire du BUMIDOM». Ainsi : une trentaine de jeunes Malgaches viennent d'arriver en France au centre de pré-formation professionnelle de Saint-Symphronien d'Ozon (centre Lyon et Vienne). Ce centre accueille tous les trois mois une trentaine de jeunes d'outre-mer. Et quel accueil ! Ces jeunes ont un avion spécial jusqu'à Marseille, puis un car spécial jusqu'à Saint-Symphronien d'Ozon, puis un centre spécial ! Ce centre en effet est loin de la ville très isolé et vraiment très sale. Avant de trouver un car il faut faire 5 kms à pied, le foyer est une sorte de caserne.

COMMENT VENONS-NOUS EN FRANCE ?

Au pays nous sommes convoqués par le BUMIDOM. Le BUMIDOM est une sorte de marchand d'esclaves qui s'occupent de fournir aux patrons français une main d'œuvre à bon marché. Il nous dit qu'en France il manque de main d'œuvre et qu'il y a du travail. On nous fait passer des tests et on nous envoie dans un centre FPA ou pré-FPA ou directement à l'usine : Simca, Chrysler, Berliet ou Peugeot.

Le voyage aller-retour est gratuit. Mais il faut tout rembourser si on veut rentrer au pays avant la fin du contrat de 5 ans que le BUMIDOM nous a fait signer.

Mais aujourd'hui le BUMIDOM préfère nous envoyer dans les centres FPA, comme cela il n'a pas à s'occuper de trouver du travail à tous ces jeunes qu'il envoie.

le bataillon "Gramsci"

(A SUIVRE)

la vie du journal

25 MILLIONS POUR LE 15 JANVIER

Nous avons publié hier deux lettres concernant la souscription, tout à fait encourageantes. Voilà pourquoi nous revenons là-dessus.

L'une nous va droit au cœur. C'est celle d'un lecteur, ouvrier d'entretien à la Sécurité sociale, qui gagne 1 500 F par mois. Il envoie 50 F pour le quotidien et conclut sa lettre en disant : *«Que la lutte continue, camarades, car un jour elle verra sa victoire.»* Cette certitude en la victoire de la lutte du peuple est la nôtre aussi ; et les efforts que fournissent tous les amis du journal, tous les camarades pour l'aider à vivre, pour l'améliorer aussi, sont autant de preuves que la victoire est possible. Car dans la classe ouvrière, dans notre peuple, les ressources en dévouement, en combativité, en solidarité sont inépuisables. Merci à notre lecteur, merci à tous ceux qui nous envoient leur contribution, si minime soit-elle, car c'est avec tous ces «petits sous» que nous atteindrons les 25 millions, que nous ferons un bon journal au service de la lutte de la classe ouvrière et du peuple.

L'autre lettre a été envoyée par un groupe de diffuseurs du journal. Bravo pour leurs initiatives. Elles nous paraissent importantes à plusieurs titres :

– Bien sûr, les camarades rassemblent de l'argent parmi eux ; c'est une bonne chose et tout à fait nécessaire. A lire leur lettre on voit bien qu'ils feront les fonds de poche pour le quotidien !

– Mais aussi, ils organisent *une souscription de masse*. Voilà qui est important. Devons-nous craindre de nous adresser largement à *tous* nos lecteurs, réguliers ou irréguliers, à tous ceux qui connaissent de près ou de loin le journal, à tous nos camarades de travail avec lesquels nous combattons au coude-à-coude chaque jour ? Leur demander leur contribution ce n'est pas faire la charité, et ils ne le comprennent pas ainsi. Le plus souvent, quand nous faisons des souscriptions de masse, il y a plus de souscripteurs que de lecteurs réguliers. C'est que l'influence de nos idées s'élargit, que le quotidien est considéré avec sympathie. A nous de faire de cette sympathie, de cette influence quelque chose de fort et d'agissant. La souscription est un bon moyen pour cela.

Dernier point : les camarades diffuseurs lient étroitement la campagne pour la souscription à la propagande pour le quotidien, pour les initiatives politiques des communistes marxistes-léninistes – le rassemblement du 14 février notamment.

Ne pas oublier d'utiliser les cartes postales et le calendrier à thèmes révolutionnaires dans la campagne de souscription.

Ecrivez-nous sur toutes ces questions.

BULLETIN D'ABONNEMENT
(ECRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	☐ 32 F	☐ 60 F
3 mois	☐ 95 F	☐ 180 F
6 mois	☐ 190 F	☐ 360 F
Soutien	☐ 300 F	☐ 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

Samedi dernier, à Rennes. Manifestation de 120 personnes à l'appel de l'Humanité Rouge. Sur un parcours qui allait de la gare au monument à la Résistance, pour protester contre les arrestations de militants CFDT et d'appelés, les mots d'ordre dénonçaient la répression antipopulaire et les tentatives de subversion de la clique Marchais-Leroy, réclamaient la libération des emprisonnés et des mesures de défense nationale. Cette manifestation n'est que le début de la lutte contre la répression antiouvrière (Photo HR – correspondant HR).

sur le front culturel

EXPOSITION «CULTURE POPULAIRE» SAUCE PCF

Les révisionnistes de Rennes organisaient il y a 10 jours une exposition de «culture populaire»

Si «moderne» et révolutionnaire voulaient dire la même chose, alors nos artistes révisionnistes seraient à coup sûr l'avant-garde artistique de notre pays !

Le style dominant dans leur exposition a été en effet une espèce de «néofiguratisme» très prisé de nos jours dans les milieux qui savent placer leur argent. Les artistes révisionnistes suivent et même précèdent la mode !

Cela consiste en gros à extraire des morceaux de la réalité et à leur faire subir un «traitement artistique» : morceaux de visages (sous divers angles), casques de motos (avec reflets et signaux routiers), morceaux de moteurs, d'immeubles «déstructurés», etc.

Manifestement les artistes révisionnistes fuient la classe ouvrière : une foule qu'on peut supposer être une manifestation est représentée par eux, par un ensemble flou de taches ou de points.

Aussi les quelques visiteurs qui se sont déplacés auront eu du mal à réaliser en quoi cette exposition pouvait se prétendre «populaire».

Mais tout l'ennui que peuvent procurer ces œuvres – qui par ailleurs représentent sans doute un nombre considérable d'heures de travail et reflètent un haut niveau technique chez les artistes – n'avait-il pas pour but de rabattre les visiteurs sur les stands (judicieusement placés aux deux extrémités de la salle) de France-URSS et de France-RDA ?

Le premier invitait au voyage au pays de «la technique» et des «grandes réalisations».

Le second présentait en photo une RDA idyllique où les jeunes femmes se marient en robe et voile blancs et où les jeunes ménages reçoivent des prêts – tout comme chez nous – et où tout comme chez nous aussi «aucune de nos femmes ne veut renier son sexe, c'est la raison pour laquelle elles se soumettent volontiers aux tentations de la mode et sont prêtes à souffrir pour être belles» (texte illustrant une série de photos).

Vous remarquerez le «nos femmes».

Tout cela sous l'œil bienveillant d'un Brejnev serrant des mains – Tiens, mais que fait-il donc dans une exposition-photo sur la RDA ce monsieur ? (C'est vrai «l'amitié indéfectible... garante du socialisme...» et garantie par 7 500 chars et 400 000 hommes !)

Ainsi donc, à en croire les révisionnistes la culture populaire ressemblerait comme deux gouttes d'eau à celle que la bourgeoisie impose à notre peuple – visa de censure délivré par Brejnev en sus.

Il est vrai qu'en bon bourgeois qu'ils sont, ils ne peuvent avoir la plus petite idée de ce que sont et seront l'art et la culture du peuple.

Un correspondant HR
et un lecteur.

Le voyage de Giscard d'Estaing en Égypte : DES INTERETS CONVERGENTS

Pour la première fois un président français se rend en Égypte. Le gouvernement égyptien a voulu montrer l'importance qu'il accorde à cette visite en préparant un accueil chaleureux à Giscard d'Estaing. La presse du Caire souligne qu'un accueil officiel et populaire lui est réservé. Des banderoles de bienvenue ont été installées dans des rues de la capitale.

Ce voyage, qui répond à celui qu'avait effectué le président Sadate en France, est une démonstration de la convergence d'intérêts existant entre l'Égypte et la France et on en attend d'importants résultats dans différents domaines. L'Égypte est confrontée à la volonté de domination des superpuissances et avant tout à celle de l'URSS.

Par différents moyens, celle-ci a cherché et cherche à contrôler l'Égypte. L'établissement de liens plus étroits avec la France est une des orientations qu'a adoptée le gouvernement égyptien pour être en mesure de préserver l'indépendance nationale de l'Égypte. La signature d'accords commerciaux et de fournitures d'armements devrait permettre à l'Égypte de pouvoir mieux s'opposer à la dépendance vis-à-vis des superpuissances dans ces domaines.

Le gouvernement français quant à lui, s'il voit dans l'Égypte un important marché pour les exportations des monopoles capitalistes y voit également un allié en Méditerranée. La France et l'Égypte sont des pays méditerranéens dont la sécurité est menacée par la présence et la rivalité des superpuissances dans cette région. Leur intérêt commun est le resserrement de leurs liens.

Si le gouvernement français n'émet pas de prétentions à l'égard de l'Égypte et traite d'égal à égal, ce voyage sera bénéfique. En ce qui concerne les armements, les autorités égyptiennes sont très intéressées à ce que le projet de construction d'une usine d'armements financée par des capitaux arabes aboutisse. D'autre part, dans leur souci de diversifier leurs sources d'approvisionnement, elles souhaiteraient acquérir une quarantaine de «Mirage F1» ainsi que des hélicoptères «Lynx» et «Super-Frelon» et des missiles antiaériens «Crotale» et mer-mer «Exocet».

Par ailleurs, l'étude d'un projet d'équipement radar pour le contrôle et la surveillance du canal de Suez serait bien avancé.

Sur le plan économique, il est probable que seront signés à l'occasion de la visite du président français trois contrats : l'un concernant la construction d'une centrale thermique, l'autre la fourniture de télescripteurs et la mise en place d'un système de télécommunications et le troisième, la construction d'une usine de polyester.

Le dernier accord financier franco-égyptien prévoit un prêt de 350 millions de francs et des crédits à moyen terme de 500 millions destinés à l'achat de produits français. Le président égyptien estime que la France a un rôle important à jouer pour la construction de l'Égypte moderne, en associant sa technologie à la main d'œuvre égyptienne et aux capitaux arabes.

GRANDES MANIFESTATIONS DES PALESTINIENS A NAPLOUSE

Les manifestations palestiniennes qui se déroulent à Naplouse, en Cisjordanie occupée, sont les plus violentes depuis celles qui se sont déroulées dans cette ville en novembre 1974, lorsque Yasser Arafat a prononcé un discours devant l'assemblée générale des Nations unies, a annoncé mardi l'agence palestinienne d'information «Wafa».

L'agence palestinienne a indiqué que plusieurs milliers de manifestants se sont barricadés lundi dans les vieux quartiers de la ville, notamment dans la Casbah où de violents heurts se sont produits avec les forces israéliennes.

Des véhicules blindés israéliens ont réussi à pénétrer dans la Casbah et à l'occuper, tandis que des centaines de soldats et de policiers brutalisaient et arrêtaient de jeunes manifestants palestiniens, a précisé «Wafa», qui a ajouté que toutes les écoles secondaires de la ville ont été occupées.

L'agence palestinienne a souligné que les manifestants, qui brandissaient des drapeaux palestiniens, protestaient pour la 3ème journée, contre l'occupation par des colons sionistes du village de Sabatia et contre les projets d'administration locale.

Un certain nombre de citoyens palestiniens ont été blessés lundi lorsque les forces israéliennes sont intervenues, a ajouté «Wafa». Les incidents se sont étendus lundi au collège «Bir zeit», proche de la ville de Ramallah, et au collège «Karm al zeitoun», dans cette ville a-t-elle conclu.

Le représentant de l'OLP à la télévision : «UN MILLION ET DEMI DE PALESTINIENS SONT PRIS EN OTAGE»

Participant mardi soir à l'émission de télévision «les dossiers de l'écran», dont le thème portait sur les otages, le représentant en France de l'OLP Ezzedine Kalak, qui n'était pas présent dans le studio mais parlait de son bureau a tout d'abord affirmé que l'OLP n'avait jamais préconisé ou entrepris d'opérations de prises d'otages et les avait «nettement condamnées». Il a indiqué toutefois que «quelques individus et certains groupuscules palestiniens ont entrepris de telles actions».

Il a clairement montré que les vrais terroristes sont les sionistes.

Le représentant de l'OLP a déclaré : **«Près d'un million et demi de Palestiniens, soit la moitié de ce peuple, sont pris en otages depuis vingt-huit ans en Palestine occupée. Les Palestiniens mis par milliers en prison par les Israéliens à titre d'internes administratifs sont de véritables otages politiques. Israël entreprend des bombardements aériens contre des camps de réfugiés palestiniens et des villages libanais sans aucune raison valable, causant immédiatement une centaine de morts et une centaine de blessés».**

LA DUPLICITÉ DES DIRIGEANTS C.G.T.

Après avoir appuyé ouvertement, en différents endroits, les activités trotskystes dans l'armée, les dirigeants CGT cherchent maintenant comme on dit à «retirer leurs billes» et à présenter la CFDT comme seule responsable pour justifier la répression dont elle est l'objet. C'est ainsi qu'une polémique, par communiqués, s'est instaurée entre les unions départementales CFDT et CGT de la Gironde, où se trouve la base aérienne de Cazaux dont une dizaine de soldats ont été sanctionnés, il y a trois semaines, pour propos portant atteinte au moral de l'armée.

Dans un communiqué publié, mardi matin, l'UD CGT a élevé «une énergique protestation» contre l'utilisation du sigle de sa confédération dans un journal des soldats de la base de Cazaux, et dont le texte, selon la CGT «n'a été ni discuté ni imprimé ni distribué par aucun militant CGT».

L'UD CFDT de la Gironde a affirmé mardi soir qu'«avant que le journal de Cazaux ne soit distribué dans la base, la CGT en avait un exemplaire». L'UD CFDT, dont le secrétaire-général M. Michel Bourre a été interpellé le 3 décembre puis inculpé à Paris, affirme que la CGT «feint» de découvrir le texte. Or, affirme l'UD CFDT, «aucune censure n'a été évoquée» et il était prévu que les textes tirés par l'une ou l'autre des unions départementales, portent la mention «les UD CFDT et CGT sont solidaires de la lutte des appelés».

C'est là un nouvel élément qui illustre la duplicité des dirigeants CGT et la provocation qu'ils ont monté contre la CFDT.

DEUX SOLDATS REMIS EN LIBERTÉ

Deux soldats ont été remis en liberté dans la journée de mardi.

Le premier soldat du contingent mis en liberté après avoir subi neuf jours de détention à la prison de Fresnes est François Bimboire, 25 ans, ingénieur des travaux publics, professeur vacataire à l'IUT de Bordeaux. Il effectuait son service militaire au régiment du Génie de Besançon depuis le mois d'août dernier.

Ses avocats avaient sollicité son élargissement au terme de l'interrogatoire que le juge Gallut lui avait fait subir au fort de l'est à Saint-Denis.

Une deuxième ordonnance de mise en liberté a été signée en faveur d'un autre soldat du contingent, Christophe Morales, ayant appartenu au régiment du Génie de Besançon et incarcéré à Fleury-Mérogis depuis le 29 novembre.

Suite de l'éditorial

Mais les résolutions peuvent être les mieux écrites, elles ne tiennent pas compte de la lutte révolutionnaire des peuples. Gierek peut espérer piller encore longtemps le peuple polonais pour le compte du social-impérialisme russe, il y aura toujours face à lui et à la nouvelle bourgeoisie révisionniste, la glorieuse classe ouvrière polonaise et son parti révolutionnaire prolétarien, le Parti communiste de Pologne qui combat dans la clandestinité.

(Suite de la page 1)

Ils montrèrent avec force que la classe ouvrière polonaise n'avait pas perdu ses traditions de combat même dans les conditions les plus difficiles et qu'elle disposait d'un État-Major, le parti communiste de Pologne (clandestin) dont le rôle dans les événements de décembre ne fut pas négligeable.

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : No 47291 Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 4è trimestre 1975